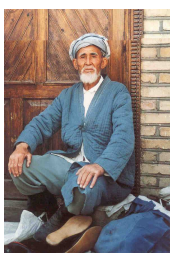


Note relative
aux offres d'emploi « Relations internationales »
des collectivités territoriales
2^{ème} trimestre 2012

Une étude de l'Agence COOP DEC Conseil
Juillet 2012

Réalisée par Estelle VALLIER
Chargée de mission
Sous la direction de Yannick LECHEVALLIER
Directeur général



Agence COOP DEC Conseil (ACDC)

SARL au capital de 7500 € - SIRET : **444 247 621 00022** - APE 7022Z
30 rue Claude Tillier – 75012 Paris

Organisme de formation enregistré sous le n°11921442892 auprès du Préfet de la région d'Ile de France
TVA acquittée sur encaissement. N° Identifiant communautaire : FR2644424762100022
Web : www.coopdec.org / Mél : contact@coopdec.org / Tél. 01 40 09 20 26

Organisme agréé pour la formation des élus locaux

Sommaire

Sommaire	2
Introduction.....	3
Méthodologie.....	4
Les résultats de l'enquête	5
Présentation générale	5
Les territoires régionaux qui recrutent dans les relations internationales.....	5
Répartition par institutions et champ d'intervention	7
Répartition par champ d'intervention	7
La durée du temps de travail sur l'activité « Relations Internationales ».....	8
Les profils recherchés.....	9
Les types de postes et leur direction rattachée.....	10
Les missions.....	11
Bilan et perspectives	12
Récapitulatif des offres recensées sur la période	13
Liste des tableaux et graphiques.....	14

Introduction

L'Observatoire de l'emploi, des métiers et des compétences de la fonction publique territoriale a publié en mars 2011 une Note de conjoncture sur les « Tendances de l'emploi territorial »¹. Au 1^{er} janvier 2010, sur 1 844 040 agents territoriaux, approximativement 1 750 personnes étaient mobilisées sur l'International et l'Europe, soit 0,1 % de l'ensemble des effectifs territoriaux. *Le nombre de recrutements envisagés en 2011 était de 30 postes soit 0,1 % de l'ensemble des recrutements prévus. Sur ces 30 postes, 14% seraient des créations d'emploi et 86% des remplacements de postes suite à des départs définitifs.*

Le domaine de l'action internationale des collectivités territoriales étant un secteur pour lequel les emplois restent rares sur l'ensemble du recrutement public, très peu d'informations sont diffusées sur la nature du poste de chargé de mission Relations Internationales dans les collectivités territoriales. Il est donc devenu presque indispensable de s'intéresser à une réalité très concrète, celle des offres d'emplois réellement existantes sur ce marché en constante mutation.

L'objectif de cette étude est donc d'offrir une photographie précise des recrutements des collectivités territoriales dans le domaine des « Relations internationales ». Au-delà du nombre de recrutements sur un trimestre, cette étude présente les conditions de recrutement, la structuration des postes, le statut des postes, ... L'objectif de cette étude est de pouvoir donner plus d'information sur la réalité de cette « niche » en termes d'emploi, à l'ensemble des personnes qui souhaitent postuler.

¹http://www.centre.cnfpt.fr/site/fr/agent-territorial/Carri%C3%A8re_-_Parcours_professionnel/Tendances_de_l_emploi_territorial_-_Edition_2011/369/

Méthodologie

Les offres d'emploi de trois sites web ont été répertoriées : la Gazette des Communes², Emploi public³ et Territorial recrutement⁴. Certaines offres ont été trouvées directement sur les sites Internet des collectivités territoriales, au cours de recherches ponctuelles mais non systématiques. Enfin, certaines collectivités ont fait parvenir à l'Agence COOP DEC Conseil des offres d'emploi qui sont ensuite publiées dans la newsletter⁵ de l'Agence et sur son site web⁶. Les collectivités territoriales ont une obligation de publication de leurs offres d'emploi mais qui peut être limitée à une publication sur leur site ou sur un journal local. Notre recherche n'a donc pas une prétention d'exhaustivité. Toutefois, la consultation sur le long terme des mêmes sources reconnues, doit nous permettre de donner un indicateur de la situation de l'emploi sur ce marché.

Les trois sites Internet ont été consultés une fois par semaine entre **le 1^{er} avril 2012 et le 30 juin 2012**. La recherche des offres d'emploi a été effectuée uniquement par les mots-clés suivants: « international », « Europe », « coopération décentralisée », « jumelage », Si l'intitulé de l'offre d'emploi était imprécis ou ambigu, la lecture détaillée du contenu de l'annonce permettait dans la quasi-totalité des cas de décider si l'offre devait être retenue ou non.

Au total, **sur la période étudiée, 16 annonces ont été recensées** suite à la recherche par mots-clés et à la lecture rapide du détail des offres.

Deux types d'offres ont ainsi été distingués dans cette étude. D'un côté, les postes dont l'activité complète relève de l'Europe et de la Coopération décentralisée. De l'autre, les postes dont les missions de Relations internationales – Coopération décentralisée n'occupent qu'une partie du temps travaillé : ces postes auront l'appellation « poste mixte » pour la suite de l'étude.

De la même manière, on pourra distinguer les offres d'emploi en « coopération décentralisée » de celles « Europe », plus centrées sur la coopération européenne, la veille communautaire et la gestion des fonds structurels.

² <http://www.lagazettedescommunes.com/>

³ <http://www.emploipublic.fr/>

⁴ <http://www.territorial-recrutement.fr/>

⁵ www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/86/86_rubrique.php

⁶ www.coopdec.org/UPLOAD/rubrique/pages/83/83_rubrique.php

Les résultats de l'enquête

Présentation générale

Sur la période du 1^{er} Avril au 30 juin 2012, les offres recensées sont au nombre de 16.

- 14 institutions ont souhaité recruter durant ces trois mois.
 - ↳ A noter que les Conseils Régionaux Rhône-Alpes et Provence-Alpes-Côte-d'Azur ont, chacun, publié 2 offres.

Institutions	Nombre d'offre
Conseils régionaux	5
Conseil généraux	7
Villes	2
EPCI	1
Non renseigné ⁷	1
Total	16

Tableau 1 Répartition par institutions

Mois	Nombre d'offre
Avril	5
Mai	7
Juin	4
Total	16

Tableau 2 Répartition selon le mois de parution

Sur ce trimestre, presque la moitié des offres recensées ont été publiées au mois de mai (7 offres sur 16).

Les territoires qui recrutent dans les relations internationales

Sur une base régionale, 8 territoires régionaux sur 26 ont émis des offres d'emploi dans le domaine des relations internationales sur la période du 2^{ème} trimestre 2012.

Durant ces trois mois, les collectivités territoriales d'Île-de-France et Rhône Alpes sont celles qui ont émis le plus d'offres d'emploi relatives aux relations internationales. Sur ces deux territoires, 7 offres d'emploi ont été diffusées en tout.

Pour l'Île de France :

- 2 offres des Conseils Généraux de Seine-Saint-Denis et d'Essonne
- 1 offre de la ville de Montreuil
- 1 offre de la structure intercommunale du SAN de Sénart.

En ce qui concerne Rhône-Alpes :

- 2 offres du Conseil Régional
- 1 offre du Conseil Général de l'Ain.

⁷ « Non renseigné » fait référence ici à une offre mise en ligne par un cabinet de recrutement qui ne précise pas la collectivité et le service auxquels sont rattachés l'annonce.

Les collectivités territoriales de Bretagne ont émis 2 offres (Conseil Régional et Conseil Général d'Ille et Vilaine), tout comme Provence Alpes Côte d'Azur (2 offres du Conseil Régional).

Les collectivités territoriales de Haute Normandie, Basse Normandie, Nord Pas de Calais et Pays de la Loire ont publié une offre chacune.

Au regard des 2 précédentes études, l'Île-de-France garde son positionnement. Rhône-Alpes retrouve sa place en seconde position, contrairement au 1^{er} trimestre 2012 pour laquelle nous n'avions pas identifié d'offres d'emploi.

Toujours en comparaison aux deux dernières études trimestrielles, les régions Bretagne, Provence Alpes Côte d'Azur, Nord Pas de Calais et Pays de la Loire ont diffusé sur une période de 9 mois entre 1 et 2 offres par trimestre.

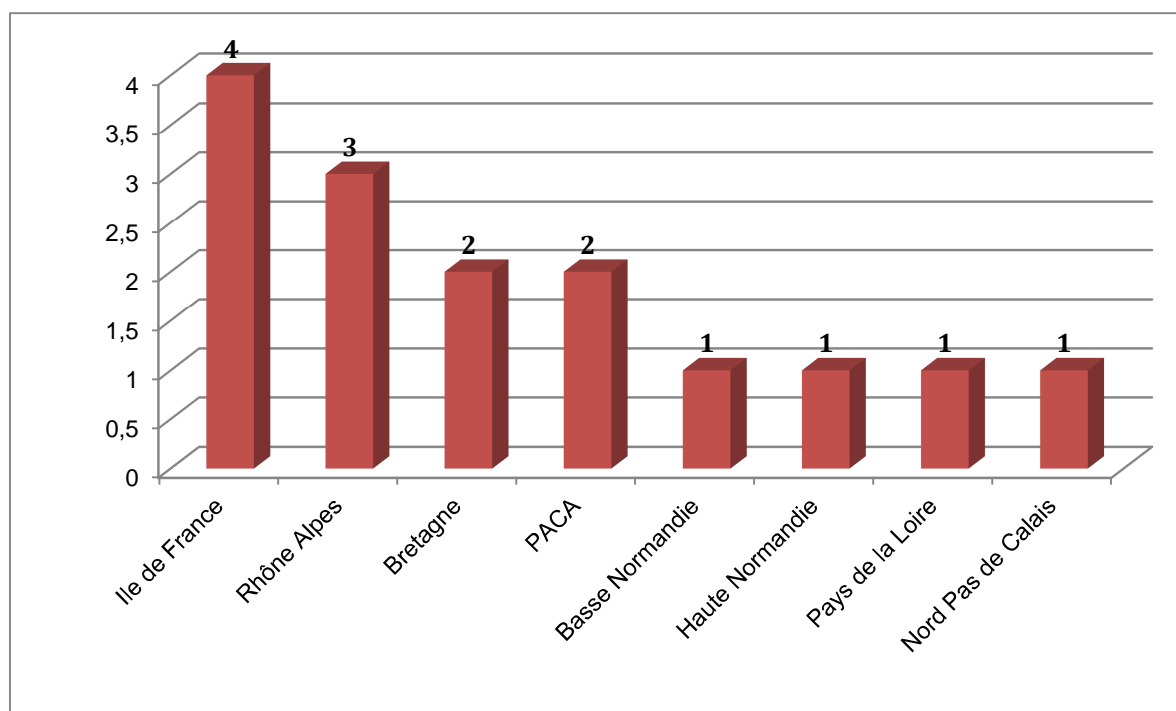


Figure 1 Répartition des offres selon le territoire (sur un total de 15 offres, une offre n'ayant pas renseigné la collectivité recruteuse)

Répartition par institutions et champ d'intervention

	Conseils Régionaux	Conseils Généraux	Villes	EPCI	Non renseigné ⁸	Total
Toutes les offres recensées	5	7	2	1	1	16
dont Europe	2	4	–	–	1	7
dont coopération décentralisée	1	1	1	1	–	4
Mixte	2	2	1	–	–	5

Tableau 3 Répartition des offres par employeurs

Répartition par champ d'intervention

- Relations internationales : 11
↳ soit 4 pour la coopération décentralisée et 7 pour l'Europe
- Mixte : 5 (c'est-à-dire où les missions liées à l'international sont liées à un autre domaine).

Europe		Coopération décentralisée	Mixte	Total
Coopération européenne	Gestion des fonds structurels			
7	-	4	5	16

Tableau 4 Répartition par champs d'intervention

⁸ « Non renseigné » fait référence ici à une offre mise en ligne par un cabinet de recrutement qui ne précise pas la collectivité et le service auxquels sont rattachés l'annonce.

La durée du temps de travail sur l'activité « Relations Internationales »

Mois	Nombre d'offres recensées	Nombre de temps plein Europe	Nombre de temps plein Coopération décentralisée
Avril 2012	5	3	2
Mai 2012	7	2	2
Juin 2012	4	2	-
Sous total	16	7	4
Total	16	11	

Tableau 5 Répartition par mois et par temps plein sur l'international

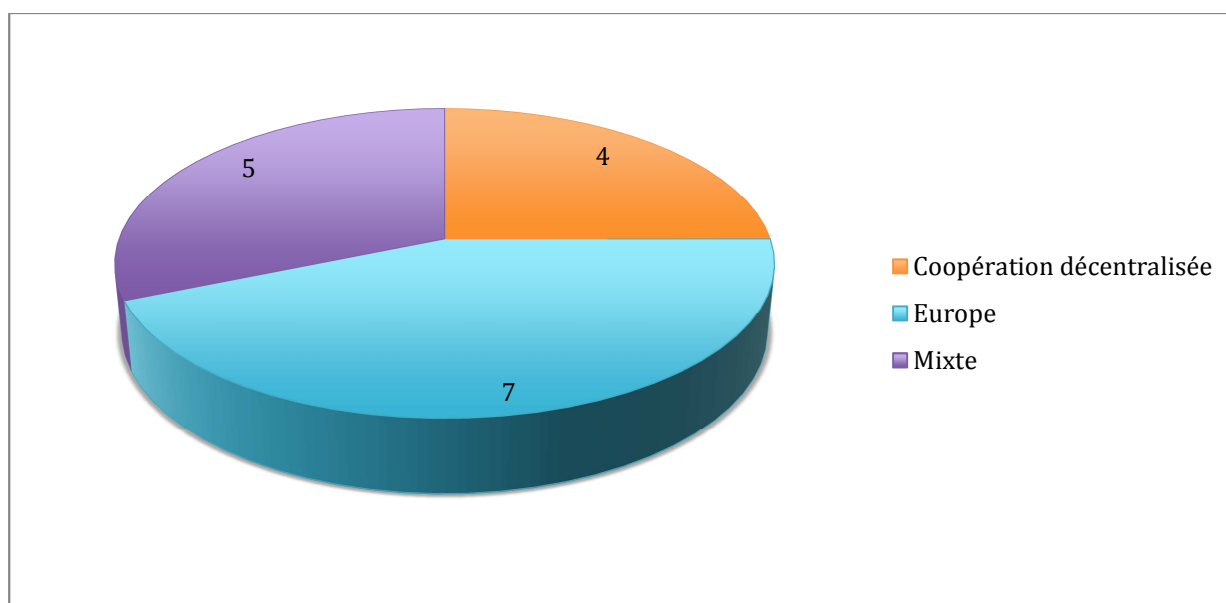


Figure 2 Répartition selon la thématique du poste (sur un total de 16 offres)

Sur les 16 offres recensées sur le deuxième trimestre 2012, 11 sont des postes à temps pleins sur l'international (Europe et coopération décentralisée).

5 offres sur 16 proposent des postes où les missions de relations internationales sont rattachées à une autre activité.

A titre d'exemple, une offre décrit un poste où le responsable aura en charge « d'animer la politique de contractualisation territoriale du Département », qu'elles soient nationale ou européenne (ex : CPER et FEDER). Sur 2 postes mixtes sur 5, les relations internationales sont liées aux activités de la Direction Général Adjointe.

Les profils recherchés.

- Une majorité de **directeurs ou de responsables de services** (9 offres sur 16) ainsi que des **chargés de mission** (7 offres sur 16). Aucune offre sur la période étudiée ne fait référence à un poste d'assistant.
- De préférence, des personnes déjà **fonctionnaires** (seulement 2 offres tolèrent le recrutement par voie contractuelle mais de façon générale il se fait par voie statutaire) et de **catégorie A** (sur ce trimestre, l'ensemble des offres souhaitent recruter un cadre A, à l'exception d'1 offre non renseignée)
- Ayant une expérience significative dans la gestion de projets, au sein des collectivités territoriales, dans la gestion de fonds européens et dans la coopération décentralisée (2 offres pour la gestion de projets, 2 offres pour l'expérience en collectivités territoriales, 3 offres requièrent une expérience dans la gestion des fonds européens et 2 offres une expérience en coopération décentralisée)
- Contrairement à l'étude du premier trimestre 2012, qui recensait 1 seule offre exigeant des compétences d'encadrement et de management (sur 15), nous trouvons ici 4 offres sur 16 qui privilégient les candidats ayant une expérience managériale.
- Possédant de **bonnes connaissances sur le fonctionnement des institutions européennes et des collectivités territoriales** (8 offres sur 16), ayant une capacité à **coordonner des actions pluridisciplinaires** et transversales (5 offres sur 16) et seulement 2 annonces requièrent une bonne **maitrise des enjeux et du contexte de la collectivité recruteuse**.
- **Maitrisant l'anglais** pour la plupart (8 offres sur 16 le précisent) ainsi qu'une seconde langue (sur les 8 offres exigeant l'anglais, 4 apprécient la maitrise d'une seconde langue).
- Maitrisant les **outils informatiques**, cependant sur cette période, seulement 3 offres le spécifient.
- Généralement, des études supérieures sont exigées d'un niveau bac + 3 à **bac + 5** (2 offres précisent un niveau bac + 3, 1 un niveau bac + 4 et 3 autres bac + 5). 2 annonces indiquent « de formation supérieure » sans préciser le niveau requis.

Les types de postes et leur direction rattachée.

Assistant	Chargé de mission	Chargé / Animateur de programme	Chef de service	Responsable	Directeur Adjoint	Directeur	Autres (A savoir Délégué général)	Total
0	5	1	3	1	1	4	1	16

Tableau 6 Répartition des offres selon la position dans la hiérarchie

Les postes les plus fréquents sont ceux de chargés de missions et de programme (6 au total) et les postes à responsabilité (Chef de service, Responsable, Directeur, Directeur adjoint) qui cumulent 9 offres sur 16 sur ce deuxième trimestre 2012.

Cabinet	0
Direction Générale Adjointe	2
Direction Générale des Services	1
Direction Générale des Relations Internationales et de l'Europe	8
Communication	0
Développement économique et aménagement du territoire	2
Culture et vie associative	1
Solidarité et coopération	1
Autres ⁹	1
Total	16

Tableau 7 Répartition des offres selon leur service de rattachement

Sur cette période, on observe, que la moitié des annonces recensées par l'Agence présente un poste affilié à une Direction des Relations Internationales. Le rattachement des services de relations internationales se fait également avec des Directions qui ne sont pas à l'origine, en charge des actions extérieures de la collectivité : le développement économique, la vie associative ou encore le service communication.

Bien que la date de la parution de l'annonce ne soit pas souvent renseignée, lorsqu'une offre est publiée, il faut compter entre 15 jours et 1 mois avant la date limite pour présenter sa candidature. La prise de fonction n'est quasiment pas renseignée (seulement 2 offres précisent la date à laquelle le poste débute).

⁹ Une annonce n'a pas référencé le service de rattachement.

Les missions

- La majeure partie des missions porte sur la coopération européenne. Il est demandé dans 11 offres sur 16, la gestion de projets européens. Au sein de cette mission, on peut retrouver des activités de suivi des fonds, de montage de dossier ou encore de veille sur les appels à projets européens.
- Toujours dans le domaine de l'Europe, 6 offres sur 16 indiquent des missions de développement et de promotion de la coopération européenne qui impliquent d'assurer la représentation de la collectivité sur la scène européenne, de participer à toute manifestation en lien avec l'activité européenne, placer la collectivité comme un interlocuteur pertinent au niveau européen ou encore d'assurer la coordination des missions européennes avec les autres services de la collectivité.
- 4 offres évoquent des missions de mise en œuvre de la coopération internationale au sens large (en charge des relations extérieures, coopération transfrontalière, internationale et coopération décentralisée).
- Il est, à plusieurs reprises, exigé des missions de gestion budgétaire mais aussi des subventions associatives ou encore la recherche de financements extérieurs (4 offres le spécifient)
- 2 offres précisent un soutien et conseils aux opérateurs qui portent le projet et enfin l'activité de veille est énoncée dans 2 offres.

Bilan et perspectives

Nous remarquons qu'à partir des différentes thématiques que nous avons établies pour notre étude, les postes « Coopération décentralisée » sont les plus rares sur cette période (4 offres sur 16), viennent ensuite les postes dits « Mixtes » (5 offres) et les postes « Europe ».

Cette tendance confirme celle que nous avons observée lors du trimestre précédent où la répartition des offres selon la thématique du poste se faisait également dans cet ordre.

Pourtant, en 2010, les précédentes études avaient noté un certain équilibre entre ces deux catégories : elles identifiaient d'abord des offres « coopération décentralisée » puis au cours de l'année 2011, les deux catégories proposaient quasiment le même nombre d'offres d'emplois. A l'inverse, aujourd'hui nous remarquons davantage d'offres « Europe » que « coopération décentralisée ».

Sur le type de poste recherché, nous notons qu'il s'agit pour la plupart de postes à responsabilité (directeur, chef, responsable) et de chargé de missions.

Pour ce trimestre, l'ensemble des offres recherche un cadre de catégorie A avec un niveau d'études supérieures minimum Bac +3 (Bac + 5 le plus souvent spécifié) et seulement deux offres tolèrent un recrutement par voie contractuelle.

Sont surtout demandées les disciplines suivantes : « Gestion de projet », « Relations internationales », « Coopération internationale et développement » ou une formation davantage généraliste (économie, sciences politiques, droit, ...). Enfin, la maîtrise de l'anglais et des outils informatiques est souvent requise.

L'étude va être poursuivie pour le troisième trimestre 2012 et paraîtra ainsi en septembre.

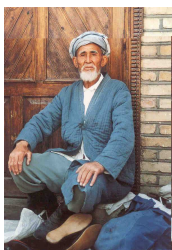
Egalement, l'Agence COOP DEC Conseil a souhaité produire une analyse des offres d'emploi sur un plus long terme que le simple trimestre et s'est employée à rédiger une note à partir des offres récoltées sur l'ensemble de l'année 2011. Cette étude, également consultable sur le site internet de l'Agence, participe à une meilleure appréhension de ce secteur d'emploi. En effet, elle recense les évolutions du secteur sur une année et permet grâce à un échantillon plus grand (86 offres) de s'approcher au plus près de la réalité de ce marché de l'emploi.

Récapitulatif des offres recensées sur la période

Mois de l'année	Institution	Intitulé du poste
avr-12	nr	Chargé de projets européens
avr-12	CG Seine Saint Denis	Chef de service des affaires européennes
avr-12	CG Pas de Calais	Chargé de mission détroits d'Europe
avr-12	Ville Montreuil	Chargé de mission Proche Orient au service des échanges internationaux et coopération décentralisée
avr-12	CG Essonne	Chargé de mission action internationale, projets européens, prospective
mai-12	SAN Sénart	Responsable des relations internationales et européennes
mai-12	CR PACA	Chef de Service Coopération Territoriale
mai-12	CR Rhône Alpes	Délégué général pour la délégation à Bruxelles
mai-12	CR Rhône Alpes	Directeur Adjoint de l'Europe, des relations internationales et de la coopération
mai-12	CG Calvados	Directeur des territoires et de l'Europe
mai-12	CG Sarthe	Chargé de l'élaboration et de la mise en œuvre des contrats avec les territoires
mai-12	Ville Havre	Manager Programmes européens et aménagement
juin-12	CG Ille et Vilaine	Chargé de mission Europe
juin-12	CR PACA	Responsable Administratif et Financier
juin-12	CG Ain	Directeur des affaires européennes et transfrontalières
juin-12	CR Bretagne	Chef du Pôle FEDER-CPER

Liste des tableaux et graphiques

Tableau 1 Répartition par institutions.....	5
Tableau 2 Répartition selon le mois de parution	5
Figure 1 Répartition des offres selon le territoire (sur un total de 15 offres, une offre n'ayant pas renseigné la collectivité recruteuse)	6
Tableau 3 Répartition des offres par employeurs.....	7
Tableau 4 Répartition par champs d'intervention	7
Tableau 5 Répartition par mois et par temps plein sur l'international.....	8
Figure 2 Répartition selon la thématique du poste (sur un total de 16 offres)	8
Tableau 6 Répartition des offres selon la position dans la hiérarchie	10
Tableau 7 Répartition des offres selon leur service de rattachement.....	10



Agence COOP DEC Conseil (ACDC)

SARL au capital de 7500 € - SIRET : **444 247 621 00022** - APE 7022Z -
30 rue Claude Tillier – 75012 Paris

Organisme de formation enregistré sous le n°11921442892 auprès du Préfet de la région d'Ile de France
TVA acquittée sur encaissement. N° Identifiant communautaire : FR2644424762100022

Web : www.coopdec.org / Mél : contact@coopdec.org / Tél. 01 40 09 20 26